

## Le Conseil des Lycées d'Algérie /déclaration

Le Conseil des Lycées d'Algérie salue la mobilisation très large et la détermination inébranlable des travailleurs de la fonction publique et notamment ceux de l'enseignement secondaire qui ont montré leur volonté à aller jusqu'au bout de leurs revendications. Ni les menaces de ponctions sur salaire, ni les multiples pressions des administrations n'ont eu raison de leur détermination.

Une fois de plus, l'unité d'action a payé. La totalité des lycées du pays étaient paralysés pendant trois jours, ainsi que l'USTHB, l'USTO, les grandes écoles et instituts, tous mobilisés pour un salaire décent qui leur permet de vivre dans la dignité et faire face à la précarisation galopante de leur situation sociale, et pour rejeter ces statuts, élaborés unilatéralement par les pouvoirs publics, qui remettent en cause les acquis des travailleurs et enseignants au lieu de déverrouiller leurs carrières professionnelles.

Face à cette détermination exceptionnelle et cette colère inégalée des enseignants et travailleurs, force est de constater, une fois de plus, une fin de non recevoir à leurs revendications légitimes de la part d'un gouvernement méprisant et autiste.

Le CLA dénonce la répression dont ont été victimes des membres des conseils nationaux des syndicats membres de l'intersyndicale, lors du rassemblement pacifique au niveau du palais du gouvernement. Au 3<sup>ème</sup> jour de la grève des femmes et des hommes ont été matraqués, traînés dans la rue comme de vulgaires malfrats. C'est une atteinte intolérable à la dignité des travailleurs et aux libertés syndicales. La matraque ne fera pas reculer ce mouvement ascendant des travailleurs.

Tant que les pouvoirs publics restent sourds aux revendications et au mécontentement des travailleurs et enseignants, **le CLA**, toujours à l'écoute de sa base, **est déterminé à aller vers une mobilisation et actions plus radicales.**

Le CLA reste convaincu que seule la lutte en rangs serrés et dans l'unité d'action la plus large, permettra d'arracher nos droits. Les jours à venir seront déterminants pour l'avenir de tous les travailleurs de la fonction publique et notamment ceux de l'éducation.

Alger, le 12 février 2008